

Italie : Un capitaine de frégate accusé d'espionnage au profit de Moscou



Un capitaine de frégate italien a été arrêté alors qu'il empochait 5.000 euros pour avoir transmis des documents confidentiels. Les documents « classifiés » remis par l'officier de la marine italienne à un officier russe concernent l'Italie mais aussi l'OTAN. Cette affaire d'espionnage militaire est en passe de devenir une crise diplomatique.

Avec Alain Rodier

Un nouveau cas d'espionnage « par moyens humains » vient d'être révélé en Italie. Le 30 mars au soir, le capitaine de frégate italien Walter Biot a été arrêté par les carabinieri du ROS (Groupe d'opérations spéciales) lors d'un contact clandestin sur le parking d'un magasin Carrefour dans la banlieue de Spinaceto de Rome. Il était en compagnie d'un officier de la mission militaire auprès de l'Ambassade de Russie en Italie et il lui remettait une clef USB contenant 181 documents pris en photo à son bureau dont huit hautement classifiés et 47 « secret OTAN » contre rémunération.

Le C.F. Biot âgé de 54 ans faisait partie de l'état-major de la défense où il avait accès à des informations classifiées y compris à certaines provenant de l'Otan Le flagrant délit est établi, les carabinieri étant intervenus au moment où la source (l'officier de marine italien) remettait la clef USB contenant les précieuses informations. En retour, il aurait reçu 5.000

euros en numéraire de la part de son Officier Traitant (OT) identifié comme Dimitri Ostroukhov en poste auprès de la mission militaire dépendant de l'ambassade russe en Italie.

Dès le lendemain matin, Sergey Razov, l'ambassadeur de Russie était convoqué par le Ministre des Affaires étrangères, Luigi Di Maio, pour s'expliquer sur cette affaire embarrassante. Dans ce type de cas, l'ambassadeur est très rarement informé des activités des personnels des services de renseignement qu'il héberge au sein de son ambassade mais il en assume la responsabilité en tant que « chef de la mission diplomatique ».

L'enquête qui a mené à ces arrestations

L'enquête a été conduite depuis la fin 2020 par l'Agence d'information et de sécurité intérieure (AISI) chargée du contre-espionnage en liaison avec le ROS et sous la supervision du ministère de la défense. Des collègues du C.F Biot auraient alerté la hiérarchie sur le fait qu'il photographiait parfois son écran d'ordinateur à l'aide d'un smartphone. Ce fait aurait été confirmé par des caméras espion placées par le contre-espionnage dans son bureau alors que son véhicule aurait été équipé d'un traceur et peut-être également de micros. Ce qui est certain, c'est qu'il semble qu'il avait suivi une formation à la vie clandestine - sans doute trop succincte -. En effet, pour se rendre à son lieu de rendez-vous, il avait tenté de vérifier s'il ne faisait pas l'objet d'une filature. Par ailleurs, il cachait sa production dans des boîtes de médicaments, il avait quatre téléphones portables pour communiquer avec ses correspondants, etc.

Si l'officier italien a été appréhendé, son contact du bureau de l'Attaché de défense russe(1) qui est couvert par l'immunité diplomatique n'a été retenu que pour interrogatoire (auquel il n'a d'ailleurs certainement rien répondu). Il a été déclaré « persona non grata » ainsi que capitaine de vaisseau Alexei Nemudrov, l'Attaché de défense chargé de la marine et de l'aviation, tous deux priés de quitter l'Italie, ce qu'ils ont fait le 1^{er} avril. En retour, leurs homologues de l'ambassade d'Italie à Moscou qui n'y sont absolument pour rien, doivent préparer leurs bagages à moins que le Kremlin ne joue l'apaisement par exemple en n'expulsant qu'un seul diplomate en raison des excellentes relations entretenues depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale entre Moscou et Rome...

Bien sûr, l'ambassade russe y est allé du couplet habituel mainte fois répété : « *Pour le moment il n'est pas opportun de commenter ce qui s'est produit. Dans tous les cas nous espérons que ce qui s'est produit n'aura pas de conséquence sur les relations bilatérales entre la Russie et l'Italie* ». ».

Il est tout de même étrange que l'Attaché naval russe en poste officiel à Rome ait cru bon de traiter une source sensible locale qui aurait été repérée au cours d'une réception donnée à l'ambassade de Russie à la fin 2020 (un vieux classique de l'espionnage). En Italie, l'AISI est chargée de surveiller les diplomates étrangers les plus à risque dont font partie ceux des missions militaires diplomatiques et bien sûr leurs contacts. La découverte des rencontres clandestines n'est que l'aboutissement de cette surveillance de routine qui a été accélérée lorsque l'attitude étrange du C.F Biot a été signalée par ses collègues. Il y a donc eu faute professionnelle grave du côté des services de renseignement militaires russes.

À noter que les représentations diplomatiques russes (ambassades et consulats) abritent des représentants de tous les services, GRU, SVR (chargé de l'espionnage à l'étranger) et FSB (contre-espionnage). À peu près tous ces « diplomates » un peu spéciaux sont connus du contre-espionnage du pays hôte et donc placés sous surveillance quand ce dernier en a les moyens. C'est pour cette raison qu'il existe aussi des « clandestins » qui peuvent exercer toute profession : agent de voyage, compagnie aérienne, etc. Ces derniers ne sont pas couverts par l'immunité diplomatique.

Les motivations de l'officier italien

Quant aux motivations du capitaine de frégate italien, elle semble répondre à l'acronyme « MICE » qui énumère les leviers qui amènent au recrutement d'une source humaine : Monnaie, Idéologie, Compromission, Ego. Ces leviers peuvent être employés conjointement.

Dans ce cas, le principal est l'argent. Selon son épouse, psychologue, qui a accepté de parler à la presse, sa solde située entre 3.000 et 4.000 euros/mois ne parvenait plus à subvenir aux besoins de son foyer de quatre enfants (dont l'un en mauvaise santé), de quatre chiens avec en plus un emprunt immobilier de 268.000 euros (avec des mensualités de 1.200 euros) pour la maison de la famille située à Pomezia à quelques minutes du centre de Rome. Il devait vraiment être aux abois, son épouse ne travaillant plus qu'occasionnellement en raison de la Covid-19 car la somme de 5.000 euros paraît bien dérisoire pour risquer jusqu'à plus de 20 ans de prison. Toutefois, l'enquête a révélé que ce n'était pas le premier échange car il aurait déjà perçu une somme de 6.000 euros.

L'idéologie a peut-être joué même si elle est beaucoup moins importante que du temps de la splendeur du marxisme-léninisme. Il n'est en effet pas impossible qu'une certaine sympathie pour la Russie que l'on retrouve assez souvent dans le monde militaire, ait facilité la période où il a été « approché » par le ou les OT russes.

La compromission semble exclue tout en sachant que dès qu'il a accepté consciemment de donner des informations classifiées contre rémunération à une puissance étrangère, il ne pouvait plus faire demi-tour car, dans ce cas, les preuves démontrant sa trahison auraient été discrètement envoyées à sa hiérarchie(2).

Enfin et comme toujours l'ego. Peut-être en voulait-il au « système » qui n'avait pas « reconnu sa valeur » car être capitaine de frégate à 54 ans n'est pas extraordinaire... Les aigris sont des proies naturelles des services secrets qui savent eux « reconnaître et récompenser leurs éminents services ».

Cette affaire - qui serait la plus grave découverte en Italie depuis la fin de la Guerre froide(3) - survient alors que les relations entre la Russie et l'Europe sont pour le moins « compliquées » particulièrement en raison de plusieurs autres cas d'espionnage sans même parler de l'affaire Navalny.

Par exemple, des personnalités politiques allemandes ont récemment été l'objet d'une attaque informatique dont la piste remonterait à Moscou. La Bulgarie(4) a annoncé à la mi-mars l'expulsion de deux diplomates russes après la découverte d'un réseau d'espionnage de six personnes. En outre, un lieutenant-colonel français affecté à l'Allied Joint Force Command de Naples en Italie a été écroué en août 2020 à Paris car il est soupçonné d'avoir fourni des documents sensibles à un officier du GRU.

1. Tous les membres des missions militaires russes en poste diplomatique à l'étranger, conjoints y compris, dépendent, d'une manière ou d'une autre des services de renseignement militaires, le GRU, la direction générale des renseignements de l'État-major des Forces Armées de la Fédération de Russie.
2. Quoiqu'il reste une option au « traître » : rendre compte aux services de contre-espionnage qui peuvent être intéressés par une manœuvre d'intoxication de l'adversaire. Il pourrait être employé comme Agent double. Mais de toutes façons, sa carrière militaire serait terminée.
3. Il est possible que ce ne soit que l'« arbre qui cache la forêt », les services russes, SVR, FSB et GRU se servant de l'Europe comme « cour de récréation » (selon un ancien colonel du KGB à la retraite) avant de s'attaquer à du vraiment « dur »...
4. Les ex-pays de l'Est sont des terrains de chasse privilégiés des services russes qui y trouvent des nostalgiques de l'époque de l'URSS (même s'ils ne l'ont pas connu).